



3 novembre 2021

# A l'heure de la COP 26, la CFE Énergies se mobilise en faveur d'une transition bas carbone juste

Alors que l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) annonce que les concentrations des trois principaux gaz à effet de serre ont atteint un sommet en 2020, l'ONU estime que la transition bas carbone est trop lente. Le niveau actuel des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre pris après l'Accord de Paris de 2015 est en effet largement insuffisant puisqu'il conduirait à un réchauffement climatique de 2,7 °C. La COP 26 qui se tient en ce moment à Glasgow s'avère donc cruciale pour accélérer la transition bas carbone.

Face à la nécessité d'agir pour préserver l'habitabilité de la planète, la CFE Énergies appelle les dirigeants à avancer avec détermination sur les décisions à prendre pour décarboner nos sociétés, loin des effets d'annonce sans réelles actions concrètes comme lors du dernier G20 où les dirigeants se sont engagés à ne plus financer de centrales au charbon à l'international... sans évoquer leurs marchés intérieurs ! Ces dirigeants ne doivent pas non plus limiter leur action à la seule atténuation du réchauffement climatique. Ils doivent aussi agir pour préparer la société, et en particulier les infrastructures, aux conséquences du réchauffement climatique et aux pénuries à venir... ce qui suppose, en France, de donner les moyens nécessaires aux institutions comme Météo France, BRGM ou CEREMA ainsi qu'à la recherche sur toutes les solutions bas-carbone.

Pour autant, la CFE Énergies considère que cette indispensable transition bas carbone, ne pourra réussir que si elle est à la fois climatiquement efficace, économiquement soutenable et socialement juste. En appelant à la nécessité d'une transition juste, la CFE Énergies s'associe à la mobilisation des fédérations syndicales européennes IndustriAll et EPSU.

C'est en effet parce qu'elle empruntera une voie scientifiquement et techniquement rationnelle, loin des idéologies politiques, que la transition bas carbone sera comprise des salariés, en particulier ceux des industries de l'électricité et du gaz, industries qui sont des atouts pour la décarbonation, et qu'elle saura susciter leur adhésion. Leur mobilisation est essentielle face à l'urgence à décarboner vite et fort et cette transition sera d'autant plus soutenue par les salariés qu'elle sera perçue comme objective et pragmatique en n'ignorant aucune des solutions décarbonées pertinentes.

La transition énergétique impliquera des mutations d'une ampleur et d'un rythme inégalés dans le secteur énergétique. Une transition socialement juste implique donc l'anticipation et la gestion du changement ainsi qu'un dialogue social de qualité pour ne laisser aucun salarié sur le bord de la route. Panoplie de droits pour garantir les transitions professionnelles, planification à long terme des emplois et compétences, développement de la formation... sont les conditions à réunir pour éviter l'injustice sociale de la transition bas carbone. Sur ces conditions, la CFE Énergies attend des dirigeants des engagements concrets et à la hauteur des enjeux, y compris de la part de la Commission européenne dont le Green Deal ne peut réussir sans pacte social ambitieux.

Cette transition socialement juste pour les salariés doit l'être tout autant pour l'ensemble de la société. A ce titre, la crise des prix de l'énergie, qui s'avère bien plus structurelle et durable que certains dirigeants veulent bien l'admettre, met en exergue la nécessité de remettre en cause la politique de libéralisation et de revenir à la planification, à l'intervention publique et à une régulation forte. Pour la CFE Énergies, ce n'est pas la main invisible du marché ni celle de la concurrence pure, libre et non faussée, qui doivent guider la transition bas carbone, sauf à l'amener dans le mur de l'injustice sociale.

C'est cette idée de transition juste bas carbone que la CFE Énergies défend durant la COP 26.

**Contact presse** : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com